

**Accord-cadre interministériel régional de maintenance préventive et corrective
d'ascenseurs, d'équipements pour personnes à mobilité réduite, de monte-charges,
de plateformes élévatrices, de trottoirs roulants, d'escaliers mécaniques, de
prestations associées et fourniture de pièces détachées**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Commun à tous les lots

Pouvoir adjudicateur : le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

Procédure de passation : appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Annexe 1 : descriptif du parc des appareils confiés en maintenance

Annexe 2 : tableau synoptique des délais d'intervention

Annexe 3 : annexe financière à l'acte d'engagement

Annexe 4 : cadre de mémoire technique

Référence : 2024_ascenseurs_idf

Sommaire	
ARTICLE PRELIMINAIRE	4
<i>Définitions</i>	4
Article 1 – Objet de l'accord-cadre et forme	9
<i>Article 1.1 – Objet de l'accord-cadre</i>	9
<i>Article 1.2 – Multiattribution et modification d'attribution au cours du contrat en cas de manquement</i>	10
Article 1.2.1 - Fonctionnement de la multi attribution des lots 1 à 9	10
Article 1.2.2 – Modification d'attribution des bons de commande pour manquements	11
Article 2 – Allotissement : description des lots	12
<i>Article 2.1 Etendue des besoins à satisfaire</i>	13
Article 3 – Services déconcentrés et groupement de commande	13
Article 3.2 – Groupement de commande	13
Article 4 – Pièces contractuelles	14
Article 5 – Durée du contrat et délai d'exécution des prestations	15
<i>Article 5.1- Durée du contrat, non-reconduction et clause de continuité</i>	15
<i>Article 5.2 - Lieu d'exécution</i>	16
Article 6 – Clause de réexamen	16
Article 7 – Prestations similaires	16
Article 8 – Représentant du titulaire et du bénéficiaire	16
<i>Article 8.1- Représentation du bénéficiaire</i>	16
<i>Article 8.2 - Représentation du titulaire</i>	16
<i>Article 8.3 – Remplacement des intervenants</i>	17
Article 8.3.1 - Continuité du service	17
Article 9 – Prise en charge	17
<i>Article 9.1 – Inventaire initial</i>	17
<i>Article 9.2 – Mise en place de mesures compensatoires en cas d'arrêt d'un appareil (mesures de portage)</i>	19
Article 10 – Ajout et retrait d'équipements et/ou de sites	20
Article 11 – Clauses environnementales et bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	20
<i>Article 11-1 – Flotte de véhicules</i>	20
<i>Article 11-2 – Formation des personnels à l'éco-conduite</i>	21
<i>Article 11-3 –Valorisation ou élimination des déchets</i>	21
<i>Article 11-4 Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)</i>	22
Article 12 – Clause d'insertion sociale	23
<i>Article 12-1 - Modalités</i>	24
<i>Article 12-2 – Dispositif d'accompagnement</i>	24
<i>Article 12-3 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion</i>	25
<i>Article 12.4 – Les publics éligibles</i>	26
<i>Article 12-5 – Volumes horaires par lot</i>	26
Article 13 – Traitement de données à caractère personnel	27
Article 14 – Bons de commande	28
Article 15 – Prix	29
<i>Article 15.1 – Détermination et contenu des prix</i>	29
Article 15.1.1 – Maintenance préventive	29

Maintenance des ascenseurs – cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Article 15.1.2 – Maintenance corrective	30
Article 15.1.3 – Prestations associées	30
Article 15.1.4 – Rédaction du devis	30
Article 15.2 – Coefficient de peine et soins (CPS)	32
Article 16 – Dérogation à l'exclusivité contractuelle du titulaire pour la maintenance corrective	32
Article 17 - Révision des prix	33
Article 17.1 - Formules de révision	33
Article 17.2 - Règle d'arrondis	34
Article 17.3 - Clause de sauvegarde	34
Article 18 – Avances	34
Article 19 – Modalités de règlement	35
Article 19.1 – Demande de paiement : Transmission des factures	35
Article 19.2 – Paiement par carte d'achat	36
Article 19.3 - Répartition des paiements	37
Article 19.4- Délai de paiement	37
Article 20 – Obligations du service bénéficiaire et du titulaire	38
Article 20.1 - Obligations du service bénéficiaire	38
Article 20.2- Obligation du titulaire : pas plus de 3 pannes annuelles par appareil	39
Article 20.3 - Conditions de travail	39
Article 20.3.1- Mesures de sécurité	39
Article 20.3.2- Formation spécifique en maintenance ascenseur	39
Article 20.4 - Clés et badges	40
Article 20.5 - Tenue vestimentaire du personnel et accessoires	40
Article 20.6 - Comportement du personnel	40
Article 20.7- Confidentialité	40
Article 20.8 - Dispositions particulières relatives aux sites sensibles (en zone protégée)	40
Article 20.9- Impartialité du titulaire	42
Article 20.10 - Obligations d'information et de conseil et pilotage du contrat	43
Article 20.11 – Assurances de responsabilité civile	44
Article 20.12 Secret des affaires	44
Article 21 - Opération de vérification, admission des prestations et garantie	44
Article 22 – Délais contractuels et pénalités	46
Article 23 - Exécution aux frais et risques	53
Article 24 – Cotraitance et sous-traitance	53
Article 24.1 - Cotraitance	53
Article 24.2 Sous-traitance	54
Article 25 – Obligations sociales et fiscales	54
Article 26 - Cession ou nantissement	55
Article 27 - Résiliation	55
Article 27.1 - Dispositions générales	55
Article 27.2 - Résiliation sans faute	56

ARTICLE PRELIMINAIRE

La politique des achats de l'Etat se décline en cinq axes de performance économique, environnementale, sociale, d'innovation, d'accès des PME à la commande publique.

Elle est mise en œuvre par les plateformes régionales des achats au travers d'appels d'offres lancés à destination des opérateurs économiques, dans le respect des principes de mise en concurrence, de transparence des procédures et d'égalité de traitement.

À cette fin, le préfet de la région d'Île-de-France et de Paris conclut des accords-cadres interministériels regroupant au sein de conventions constitutives de groupements les besoins des services déconcentrés et des établissements publics de l'État implantés en région d'Île-de-France.

En sa qualité de pouvoir adjudicateur, le préfet délègue les missions suivantes à la plateforme régionale des achats d'Île-de-France, qui relève de son autorité :

- la réalisation de l'étude de marché des opérateurs économiques (sourcing) ;
- le recensement des besoins des membres du groupement de commandes ;
- la coordination des groupes de travail pour l'élaboration des pièces de la consultation, composé des membres volontaires du groupement ;
- l'attribution et la notification des accords-cadres interministériels régionaux à leurs titulaires ;
- le pilotage de l'exécution globale de ces accords-cadres.

De son côté, chaque service ou établissement public de l'État adhérent du groupement de commandes est responsable de l'exécution contractuelle pour les besoins qui le concernent.

Définitions

Le représentant du pouvoir adjudicateur (ci-après RPA) pour le présent accord-cadre est le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris. Il coordonne les besoins pour le compte des services déconcentrés et des établissements publics de l'État implantés en région d'Île-de-France et pilote l'accord-cadre en s'assurant de sa bonne exécution globale.

La plateforme régionale des achats (PFRA) est le service placé sous l'autorité du préfet, qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte des membres du groupement.

Le coordonnateur du groupement de commandes est le préfet de la région d'Île-de-France, il est aussi l'un des bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le(s) service(s) bénéficiaire(s) est/sont les services déconcentrés et les établissements publics de l'Etat de la région d'Ile-de-France.

Ces services intègrent :

- les préfetures de département de Paris (75), de Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), des Hauts-de-Seine (92), de la Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) et du Val d'Oise (95),
- les services de l'Education nationale (rectorats de Paris, Versailles et Créteil),
- les services douaniers,
- la direction régionale et interdépartementale de l'aménagement et des transports,
- la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France,
- les directions départementales des finances publiques de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val d'Oise,
- les services du ministère de la Justice (Cour d'Appel de Versailles ; maisons d'arrêt de Bois d'Arcy et Fresnes ; centre de détention de Melun ; Protection judiciaire de la jeunesse).

La préfecture de police de Paris n'est pas membre du groupement de commandes pour le présent accord-cadre.

Outre ces services déconcentrés, des établissements publics et des services à compétence nationale mentionnés à l'article 3.1 du présent cahier des clauses administratives particulières ont adhéré au groupement de commande.

Le titulaire : est l'opérateur économique auquel le pouvoir adjudicateur a notifié le ou les lots de l'accord-cadre.

Appareil : désigne dans le cadre du présent accord-cadre un ascenseur, un monte-charge, un élévateur pour personnes à mobilité réduite (PMR), une plate-forme élévatrice, un trottoir roulant ou un escalier mécanique.

Site : un site peut être constitué d'un ou plusieurs bâtiments gérés par un ou plusieurs bénéficiaires. Un bénéficiaire peut compter plusieurs sites dans son département (préfecture et sous-préfectures), voire en dehors du département de

son implantation principale (par exemple pour la Cour d'Appel de Versailles ou les universités).

Maintenance minimale ou normale : La maintenance « minimale à clauses réglementaires » est destinée à entretenir normalement les ascenseurs et monte-charges accessibles dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement, dans le respect de la réglementation en vigueur. La maintenance « normale » correspond au socle d'obligations de la réglementation applicable aux monte-charges inaccessibles, élévateurs PMR, plateformes élévatrices, trottoirs roulants et escaliers mécaniques.

Maintenance étendue et/ou complète : La maintenance étendue et/ou complète comprend la maintenance minimale et d'autres prestations définies par la réglementation. Elle est « étendue » pour les ascenseurs et monte-charges accessibles. Elle est « complète » pour les autres appareils (monte-charges inaccessibles, élévateurs PMR, plateformes élévatrices, trottoirs roulants et escaliers mécaniques).

Personnel de permanence sur site (aux jours et horaires convenus avec le bénéficiaire) : cette prestation en supplément de prix peut être demandée par un bénéficiaire, pour un site donné, à des horaires convenus avec le titulaire (art. 1.1.6 C.C.T.P.).

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) définit les modalités administratives de l'exécution de l'accord-cadre.

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit les modalités techniques de l'exécution de l'accord-cadre.

I.G.H : constitue un immeuble de grande hauteur (I.G.H.) aux termes de l'article R-146-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie à plus de 50 m pour les immeubles à usage d'habitation, à plus de 28 m pour tous les autres immeubles.

E.R.P : constitue un établissement recevant du public (E.R.P.) tout bâtiment, local et enceinte dans lequel des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lequel se tiennent des réunions ouvertes aux tous venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public, toutes les personnes admises dans l'établissement, en plus du personnel.

Ascenseur : appareil de levage qui dessert des niveaux définis à l'aide d'un habitacle qui se déplace le long de guides rigides (ou selon une course parfaitement fixée dans

l'espace, même s'il ne se déplace pas le long de guides rigides) et dont l'inclinaison sur l'horizontale est supérieure à 15 degrés, destiné au transport de personnes, de personnes et d'objets, d'objets uniquement si l'habitable est accessible, c'est-à-dire si une personne peut y pénétrer sans difficulté, et s'il est équipé d'éléments de commande situés à l'intérieur de l'habitable ou à la portée d'une personne se trouvant à l'intérieur de celui-ci. L'habitable d'un ascenseur doit être une cabine, conçue et construite pour offrir l'espace et la résistance correspondant au nombre maximal de personnes et à la charge nominale de l'ascenseur fixés par l'installateur ou fabricant. Les ascenseurs de vitesse nominale $> 0,15$ m/s sont soumis à la Directive Ascenseurs 95/16/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant les normes harmonisées NF EN 81-1 A3 (traction) ou NF EN 81-2 A3 (hydraulique). Les ascenseurs de vitesse nominale $\leq 0,15$ m/s sont soumis à la Directive Machines 2006/42/C.

E.P.M.R : les élévateurs pour personnes à mobilité réduite (E.P.M.R.) sont des plateformes élévatrices verticales ou équivalentes à usage des personnes à mobilité réduite, installées à demeure, et n'excédant pas une vitesse de 0,15 mètre par seconde. Si la hauteur d'élévation est supérieure à 3 mètres, l'E.P.M.R doit avoir subi un examen CE de type réalisé par un organisme notifié dans le domaine du levage de personnes (et non des ascenseurs). L'E.P.M.R. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-41(élévateurs verticaux) ou équivalent.

M.C : les monte-charges sont des appareils de levage uniquement destinés au transport de charges. Ils sont équipés d'un habitacle accessible ou inaccessible aux personnes dont les éléments de commandes se trouvent soit à l'extérieur de celle-ci, soit hors de portée d'une personne se situant à l'intérieur. Les M.C. sont soumis à la Directive Machines 2006/42/CE.

M.C. inaccessible dit « non-accompagné » : appareil desservant des niveaux définis et ayant un habitacle permettant l'accès pour les opérations de chargement ou de déchargement, munis d'un organe de commande situé à l'extérieur de l'habitable. Les dimensions ou la constitution de l'habitable pouvant comporter un ou plusieurs compartiments s'opposent manifestement à l'accès des personnes. Les dimensions de la cabine ou du compartiment devant être au plus égales à

- 1) surface = $1,00 \text{ m}^2$
- 2) profondeur = $1,00 \text{ m}$
- 3) hauteur = $1,20 \text{ m}$.

Une présomption de conformité à la Directive Machines 2006/42/CE est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-3 (Règles de sécurité) ou équivalent.

M.C. accessible dit « accompagné » : appareil desservant des niveaux définis et ayant un habitacle permettant l'accès pour les opérations de chargement ou de déchargement, munis d'un organe de commande en cabine.

P.F.E : les plateformes élévatrices (P.F.E.) comportent une plate-forme aménagée en vue du transfert de charges, et d'une façon générale, pour toute mise à niveau de ces charges. La P.F.E. est soumise à la Directive Machines 2006/42/CE.

T.R : les trottoirs roulants (T.R.) sont des machines destinées à transporter des personnes dans un couloir de circulation piétonne dont la trajectoire est rectiligne et l'inclinaison inférieure à 12°. C'est une installation entraînée par moteur, destinée au transport de personnes. Sa surface de transport demeure parallèle à la direction de déplacement et est ininterrompue. Le T.R. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 115-1.

E.M : les escaliers mécaniques (E.M.) sont des machines destinées à transporter des personnes entre deux niveaux d'un bâtiment. C'est un escalier incliné en mouvement continu entraîné par un moteur, destiné à monter ou à descendre des personnes et dans lequel la surface de transport demeure horizontale. L'E.M. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 115-1.

Téléalarme : Moyen de communication bidirectionnelle permettant d'obtenir une liaison permanente avec un service d'intervention rapide. La téléalarme est soumise à la Directive Ascenseurs. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-28.

Télésurveillance : aux fonctions de la téléalarme, elle ajoute la surveillance permanente du fonctionnement des différents composants de l'ascenseur et peut transmettre automatiquement toute information permettant d'agir avant ou dès l'apparition d'un dysfonctionnement de l'installation.

Batterie : groupe d'ascenseurs liés électriquement, dont les commandes palières sont communes, desservant les mêmes niveaux et ayant à chacun de ces niveaux des portes d'accès proches et visibles simultanément. On parle de duplex, triplex, etc.

Manœuvre : composant logique ou électronique de gestion des sécurités et du trafic et faisant partie intégrante de la "machinerie" d'un ascenseur. Elle est reliée aux boîtes à boutons d'appel et d'ordre utilisés pour faire aller et venir un appareil à un niveau demandé.

Prestation associée : prestation complémentaire payante qui s'ajoute à la maintenance minimale et/ou étendue ou normale et/ou complète.

Astreinte : terme désignant une prestation associée payante proposant des conditions d'intervention complémentaires allant au-delà des prestations réglementaires de base.

Outil de suivi intégré de gestion des demandes : tout service de gestion d'une sollicitation, ou de type solution sécurisée en mode SaaS – *software as a service*, visé à l'article 1.1.8 du C.C.T.P., comportant un accusé-réception de la demande et un suivi de bout en bout de la demande du bénéficiaire.

Assistance à maîtrise d'ouvrage : prestation par laquelle un service bénéficiaire sollicite un tiers pour la réalisation d'études techniques, d'analyse de devis, ou tout type d'assistance à caractère administratif, financier ou technique. Cette prestation n'est pas délivrée par cet accord-cadre.

Prestation compensatoire de type portage : en cas d'arrêt prolongé d'un appareil (à partir de 24H), pour assurer une continuité de service et à la demande du service bénéficiaire, le prestataire fournit une prestation de type portage en substitution des appareils en panne.

Vétusté : La « vétusté » est habituellement définie comme l'état de ce qui est dégradé par le seul effet de l'âge, indépendamment de l'usage qui en est fait. (Cf. article 1.1.4 du C.C.T.P.).

Article 1 – Objet de l'accord-cadre et forme

Article 1.1 – Objet de l'accord-cadre

En détail, le présent marché a pour objet :

- la maintenance préventive et corrective d'ascenseurs, d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite, de monte-charges, de plates-formes élévatrices, de trottoirs roulants et d'escaliers mécaniques, de prestations associées et de fourniture de pièces détachées,
- l'inventaire précis des équipements à fournir au début de l'exécution du marché et à la fin d'exécution du marché,
- la réalisation d'une étude de sécurité dans les 15 jours calendaires qui suivent la prise en charge des appareils en cas de changement de titulaire,
- l'élaboration d'un plan d'entretien des équipements dans les 15 jours calendaires qui suivent la prise en charge des appareils,
- l'accompagnement des prestations de contrôle réglementaire,
- l'élaboration de rapports d'activité de maintenance trimestriels (interventions, taux de pannes, taux de disponibilité, dépenses de maintenance correctives, recommandations),
- le cas échéant, l'astreinte 24 h / 24 h et/ou personnel de permanence (suivant besoin exprimé pour tel ou tel équipement au stade du lancement du marché),
- le cas échéant, la saisie d'interventions sur le système de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), en vue de les porter à connaissance de l'acheteur et du bénéficiaire,
- le cas échéant, la mise à disposition d'un portail extranet,

- la constitution de stocks de pièces détachées spécifiques.

Le cahier des clauses techniques particulières précise les modalités de mise en œuvre des points ci-dessus.

Sont exclus de l'objet du marché tous les travaux de modernisation, de mise en conformité d'un appareil avec les règlements ou ceux rendus nécessaires par l'obsolescence du matériel, exceptée la téléalarme.

Article 1.2 – Multiattribution et modification d'attribution au cours du contrat en cas de manquement

Le présent accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **9 M€ HT**.

L'accord-cadre est multi attributaire pour les lots 1 à 9 avec un titulaire de rang 1 et un titulaire de rang 2.

Le lot spécifique « CAD de Nanterre » est mono attributaire.

Un titulaire de rang 3 peut également être désigné pour les lots de Paris, des Yvelines, de l'Essonne, de la Seine-St-Denis et du Val-de-Marne.

Article 1.2.1 - Fonctionnement de la multi attribution des lots 1 à 9

Pour les lots concernés par la multi attribution, le titulaire de rang 1 est désigné mainteneur des équipements dès la notification du lot.

Le titulaire de rang 1 est le soumissionnaire dont l'offre s'est classée première à l'issue de l'analyse des offres. Il prend en charge les équipements en réalisant l'inventaire initial des installations et répond aux obligations contractuelles de maintenance préventive et corrective.

Le titulaire de rang 2 est désigné suppléant du mainteneur des équipements dès la notification du lot concerné. Le titulaire de rang 2 est le soumissionnaire dont l'offre s'est classée en seconde position à l'issue de l'analyse des offres.

Pour les lots concernés, le titulaire de rang 3 est désigné suppléant du mainteneur des équipements, si le titulaire de rang 2 a été désigné mainteneur dans les conditions définies à l'article 1.2.2. Le titulaire de rang 3 est le soumissionnaire dont l'offre s'est classée en troisième position à l'issue de l'analyse des offres.

En cas de manquements constatés dans les conditions définies ci-après à l'article 1.2.2, le titulaire de rang 1 se verra retirer sa désignation de mainteneur des équipements par le service bénéficiaire et ses obligations contractuelles seront

transférées au titulaire de rang 2. Il en est de même si un manquement est constaté de la part du titulaire de rang 2 et que le lot a un titulaire de rang 3.

Dans le cadre du transfert de compétence du mainteneur, le titulaire de rang supérieur (1 ou 2) devra assurer ses obligations contractuelles jusqu'à la prise en charge des équipements par le titulaire de rang suivant dont la date sera définie d'un commun accord entre le mainteneur sortant, le mainteneur entrant et le service bénéficiaire.

La décision de changement d'attributaire sera notifiée par le service bénéficiaire au titulaire de rang supérieur par courriel avec accusé de réception avec information conjointe de la plateforme régionale des achats.

Le service bénéficiaire notifiera ses bons de commande au titulaire de rang suivant pour la durée restante de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Article 1.2.2 – Modification d'attribution des bons de commande pour manquements

Nature du manquement	Fait générateur	Modalité
Grave manquement aux règles de sécurité ou de sûreté définies par la réglementation	Le titulaire n'a pas répondu, dans les 48 h ouvrées, à une mise en demeure du service bénéficiaire adressée par l'outil de suivi intégré de gestion des demandes (visé aux « Définitions » du C.C.A.P.), ou bien par courriel avec accusé de réception. Le titulaire a fait une réponse insuffisante dans ces mêmes 48 h.	Le manquement est constaté <u>de plein droit</u> . Le service bénéficiaire pourra alors notifier ses bons de commande au titulaire de rang suivant selon la procédure de transfert de compétence du mainteneur décrite à l'article 1.2.1
Retards répétés dans la réalisation des prestations de maintenance corrective (après immobilisation d'un	A partir du 3 ^e retard	Lorsqu'après mise en demeure du service bénéficiaire adressée par courriel avec accusé de

Nature du manquement	Fait générateur	Modalité
appareil)		réception, le titulaire ne répond pas dans les 48h ou s'il répond de façon imprécise, le manquement sera constaté par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au titulaire par le service bénéficiaire. Le service bénéficiaire pourra alors notifier ses bons de commande au titulaire de rang suivant selon la procédure de transfert de compétence du mainteneur décrite à l'article 1.2.1
Reprise répétée des devis par le service bénéficiaire, en raison d'une non-conformité avec le BPU, constatée par courriel avec accusé de réception	A partir de la 3 ^e reprise	Si, après mise en demeure adressée par courriel avec accusé de réception le titulaire ne transmet pas un devis conforme au BPU dans les cinq jours ouvrés suivant la date d'accusé de réception, le manquement est constaté par courrier recommandé avec accusé de réception du service bénéficiaire adressée au titulaire. Le service bénéficiaire pourra alors notifier ses bons de commande au titulaire de rang suivant selon la procédure de transfert de compétence du mainteneur décrite à l'article 1.2.1

Article 2 – Allotissement : description des lots

Numéro du lot	Intitulé	Montant maximum du lot, en € HT, sur 4 ans
1	Département Paris (75)	1 800 000
2	Département Seine-et-Marne (77)	550 000
3	Département Yvelines (78)	1 000 000
4	Département Essonne (91)	1 100 000
5	Département Hauts-de-Seine (92)	800 000
6	Centre administratif départemental de Nanterre	1 000 000
7	Département Seine-Saint-Denis (93)	1 100 000
8	Département Val-de-Marne (94)	1 100 000
9	Département Val d'Oise (95)	550 000

Article 2.1 Etendue des besoins à satisfaire

Le descriptif estimatif du parc à maintenir est détaillé en annexe 1 *Descriptif du parc en Ile-de-France*. Le premier onglet détaille « en un coup d'œil » la physionomie du parc (nombre d'appareils par lot, type de contrat souhaité, prestations supplémentaires prévues par le bénéficiaire).

Les onglets suivants décrivent, pour chaque lot, les caractéristiques des appareils confiés en maintenance, les personnes contact sur site et les personnes chargées du suivi administratif et financier du contrat.

Un onglet « Bénéficiaires » recense l'intégralité des personnes morales qui bénéficient du marché régional. Cet onglet précise les villes dans lesquels les bénéficiaires ont des appareils. Ainsi, un bénéficiaire peut avoir des appareils dans un ou plusieurs lots du marché.

Article 3 – Services déconcentrés et groupement de commande

Article 3.1 – Services déconcentrés

Les besoins des préfectures des 8 départements franciliens sont intégrés au présent accord-cadre. Il en est de même des besoins des 3 rectorats et des directions départementales des finances publiques.

Article 3.2 – Groupement de commande

Conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique, les services déconcentrés, les administrations locales, les services à compétence nationale et les établissements publics d'Etat suivants ont confié la conclusion du présent accord cadre régional à Monsieur le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, en adhérant à sa convention constitutive d'un groupement de commande :

- **Le réseau Canopé** (formation tout au long de la vie des enseignants)
- **La Cinémathèque**

- **COMSOP GN** : soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
- **Cour d'Appel de Versailles**
- **CTLes** : Centre technique du Livre et de l'Enseignement supérieur
- **Délégation interrégionale du secrétariat générale Paris -Ile de France** des services du ministère de la Justice
- **Direction de l'administration pénitentiaire** : sites de Bois d'Arcy, Fresnes, Melun, Villejuif
- **DGAC** : Direction générale de l'aviation civile
- **DGDDI** : services locaux de la douane, le Centre informatique douanier (CID) et la direction « Paris aéroports » de la douane
- **DISI** : direction des services informatiques d'Ile-de-France (Finances publiques)
- **DNEF** : Direction nationale des enquêtes fiscales
- **DNVSF** : Direction nationale de la vérification des situations fiscales
- **DRIEAT** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des territoires
- **ECLPN** : Etablissement central logistique de la police nationale
- **ECPAD** : Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense
- **ENFiP** : Ecole nationale des finances publiques
- **ENM** : Ecole nationale de la Magistrature
- **EPNAK** : Etablissement public national Antoine Koenigswarter
- **FMSH** : Fondation Maison des Sciences de l'Homme
- **INRAE** : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
- **INSEP** : Institut national du sport, de l'expertise et de la performance
- **INSP** : Institut national du service public (ex-ENA)
- **Mines Paris** : Ecole nationale supérieure des Mines de Paris
- **PJJ** : protection judiciaire de la jeunesse
- **RGIF** : région de la Gendarmerie nationale en Ile-de-France
- **SCL** : Service commun des laboratoires (Douane et répression des fraudes)
- **SDNC** : Service de la documentation nationale du cadastre
- **Université Paris-Saclay**

Aucun service déconcentré ou établissement public d'Etat autre que ceux cités au présent article ne pourra adhérer au groupement de commande après la notification de l'accord-cadre.

Article 4 – Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du présent accord-cadre régional sont, par ordre de prévalence :

- 1) les actes d'engagement et leurs annexes financières
- 2) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- 3) l'annexe 2 « Récapitulatif des délais »
- 4) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- 5) le cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- 6) les bons de commande notifiés en exécution de l'accord-cadre
- 7) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- 8) le tableau descriptif du parc des appareils
- 9) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. / F.C.S.), approuvé par arrêté du 30 mars 2021

L'accord-cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé par le pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

Aucune clause portée par les conditions générales de vente d'un titulaire ne peut être opposée aux services bénéficiaires de l'accord-cadre.

Article 5 – Durée du contrat et délai d'exécution des prestations

Article 5.1- Durée du contrat, non-reconduction et clause de continuité

Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'**1 an** à compter de la date de notification de chacun de ses lots.

Il est reconductible tacitement trois fois par périodes de 12 mois sans pouvoir excéder la durée totale de 4 ans.

Non-reconduction

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision avec un préavis de 2 mois avant la fin de la période en cours.

Le ou les titulaires ne peuvent refuser la reconduction.

Clause de continuité

Au terme de la durée totale d'exécution du présent accord-cadre (reconductions comprises) de quatre (4) ans, si le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas désigné de nouveau titulaire, **il se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat par décision unilatérale pour une durée d'1 an.**

Entrée différée dans le contrat (i.e. après la date de commencement)

Il est précisé que les équipements listés à l'annexe descriptive du parc d'appareils pourront intégrer le dispositif à des dates différentes, en fonction de l'expiration de leurs contrats de maintenance respectifs. Ces dates peuvent être modifiées par le service bénéficiaire.

Article 5.2 - Lieu d'exécution

Les prestations de l'accord-cadre régional sont exécutées dans la région Île-de-France.

Article 6 – Clause de réexamen

En application de l'article [R. 2194-1](#) du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par voie d'avenant dans les cas suivants :

- disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision de prix ;
- modification réglementaire affectant la mission confiée au titulaire en exécution du présent accord-cadre ;
- lorsque 90 % du montant maximum d'un lot de l'accord-cadre ont été atteints. Le cas échéant, la modification à la hausse est limitée à 20% du montant maximum initial.

Article 7 – Prestations similaires

En application de l'article [R. 2122-7](#) du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra conclure avec le titulaire un marché de prestations similaires.

Article 8 – Représentant du titulaire et du bénéficiaire

Article 8.1- Représentation du bénéficiaire

Dès la notification de l'accord-cadre, chaque service bénéficiaire désigne auprès du titulaire un interlocuteur chargé de suivre l'exécution des prestations. Tout changement d'interlocuteur est signalé le jour même par le service bénéficiaire au titulaire. Le cas échéant, le service bénéficiaire **se réserve le droit de faire appel à son assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) afin de l'assister ou de le remplacer dans ses démarches.**

Article 8.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre technique un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès du service bénéficiaire et de la plateforme régionale des achats pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le service bénéficiaire et la plateforme régionale des achats de tout changement d'interlocuteur.

Un soin tout particulier doit être apporté à la désignation des personnes en charge du suivi opérationnel, administratif et financier des prestations (y compris en cas de remplacements). A cet égard, le titulaire fournira à l'appui de son offre technique un organigramme détaillé du processus de suivi des prestations en indiquant les noms, prénoms, téléphones et courriels de chaque personne en charge de ce suivi.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 8.3 – Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le service bénéficiaire se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation du service bénéficiaire. Tout refus devra être motivé.

Le titulaire procède au remplacement des intervenants dans le délai **de 4 heures** à compter de la demande, ou de l'approbation de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 8.3.1 - Continuité du service

En cas d'absence d'un des agents en charge d'une des prestations prévues à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations. En cas d'arrêt de travail de son personnel (plusieurs agents sur un même site), le titulaire est tenu d'assurer la continuité de la prestation.

Article 9 – Prise en charge

Article 9.1 – Inventaire initial

Etapes et livrables dans le cadre de la maintenance d'un appareil (Lots 1 à 9)

Calendrier d'exécution	Etapes et livrables	Acteurs	Destinataires
Jour 0	Emission du bon de commande	Service bénéficiaire	Titulaire désigné «mainteneur»

Maintenance des ascenseurs – cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Calendrier d'exécution	Etapes et livrables	Acteurs	Destinataires
Jour 0 +15	<p>Etat des lieux</p> <p>Remise des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Calendrier et heures d'ouverture du site • Dossier technique (s'il existe) • Notice des instructions (si elle existe) • Dossier technique Amiante (en cas de travaux uniquement) • Diagnostic plomb du site (sur demande) 	Service bénéficiaire	Titulaire désigné «mainteneur»
Jour 0 +15	<p>Vérification de l'activation de la téléalarme en liaison avec la plate-forme d'assistance du titulaire "mainteneur" (ligne GSM compris)</p> <p>Installation de la Téléalarme, le cas échéant</p>	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire
Jour 0 +30	<p>Remise des documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Calendrier annuel d'exécution des prestations • Plan d'entretien • Etude de sécurité (A afficher dans la machinerie de l'appareil) 	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire
	Mise en œuvre du carnet		

Calendrier d'exécution	Etapes et livrables	Acteurs	Destinataires
Jour 0 +45	d'entretien	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire
	Début des prestations de maintenance		
Jour 0 +12 mois	Rapport d'activité annuel	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire PFRA
	état d'activité (article 1.3.2 du CCTP) Revue annuelle de contrat avec la plateforme régionale des achats (PFRA)		
4 mois avant la fin de l'accord-cadre	Mise à jour du recensement du parc des équipements	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire
Lors du dernier mois de l'accord-cadre ou lors du transfert de compétence « mainteneur » vers le titulaire de rang 2 ou 3	Etat des lieux contradictoire	Titulaire désigné «mainteneur»	Service bénéficiaire

Article 9.2 – Mise en place de mesures compensatoires en cas d'arrêt d'un appareil (mesures de portage)

Afin de garantir l'accès des usagers -notamment s'agissant des personnes à mobilité réduite- ainsi que la continuité du service (monte-charges, locaux de restauration en étage, etc.), en cas d'impossibilité de remise en service dans les 24h suivant la

demande d'intervention et sur demande du service bénéficiaire, le titulaire prendra en charge la mise en place de mesures compensatoires de type portage.

Cette prestation sera rémunérée au regard du montant forfaitaire du bordereau des prix unitaires.

Article 10 – Ajout et retrait d'équipements et/ou de sites

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut s'opposer :

- à l'ajout ou au retrait de sites et/ou de bâtiments ;
- à l'ajout, modification ou retrait d'équipements recensés dans cette annexe.

La mise à jour de la liste peut entraîner de la part du titulaire une modification par avenant des tarifications unitaires du BPU.

Le service bénéficiaire doit signaler par ordre de service au titulaire de l'accord-cadre les sites, bâtiments ou équipements non recensés dans l'inventaire initial (remplacement de l'installation, adjonction ou remplacement d'équipements). Le titulaire doit prendre en charge les équipements des nouveaux sites ou les nouveaux équipements, dans les conditions énoncées au présent C.C.A.P.

Le représentant du service bénéficiaire signale au titulaire toute modification des installations existantes (remplacement de l'installation, adjonction ou remplacement d'équipements par rapport à l'inventaire de départ).

La facturation est établie en conséquence, sur la base d'un bon de commande rectificatif sur la période considérée pour le nouveau site ou bâtiment ou équipement.

Article 11 – Clauses environnementales et bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Il est rappelé que la jurisprudence exige que la clause environnementale soit strictement appliquée à raison de l'objet de l'accord-cadre. En conséquence, les certificats ayant trait à la politique de développement durable de l'entreprise (par exemple certificats ISO ; adhésion au Pacte mondial des Nations unies) ne peuvent pas être pris en compte pour la valorisation des offres.

En revanche, la notation des offres prendra en compte les performances des soumissionnaires dans les trois critères ci-dessous.

Article 11-1 – Flotte de véhicules

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des motorisations alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le

diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les motorisations alternatives peuvent être les suivantes : électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse.

Article 11-2 – Formation des personnels à l'éco-conduite

L'éco-conduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'éco-conduite. Les conducteurs doivent être formés a minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante, sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'éco-conduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

Dans les soixante (60) jours qui suivent la notification de l'accord-cadre, les titulaires remettent à la plateforme régionale des achats les documents de preuve attestant de la réalité de ces pratiques (e.g. certificat de formation du personnel à l'éco-conduite, caractéristiques éco-responsables de la flotte de véhicules -motorisation électrique, faibles émissions, etc.-, attestations de formation des conducteurs indiquant les dates des formations, les noms et les prénoms des personnels formés).

Ces preuves sont remises sous format électronique à l'adresse de courriel générique de la plateforme régionale des achats pref-plateforme-achats@paris.gouv.fr

Le titulaire qui n'aurait pas transmis les documents se voit appliquer, pour chaque manquement, et après une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 22 du présent CCAP.

Article 11-3 – Valorisation ou élimination des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le

titulaire s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets produits à l'occasion des prestations.

Il veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets générés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, chaque titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

Préparation en vue de la réutilisation ;
Recyclage ;
Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD, recensés dans le Cerfa numéro 12571) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur des modalités de mise en œuvre de ces obligations dans le cadre de l'exécution du marché.

L'évolution de la réglementation concerne, spécifiquement, le règlement européen « Ecoconception » publié au Journal officiel de l'Union européenne du 28 juin 2024. Ce règlement permet à la Commission européenne d'imposer la prise en compte dans les marchés publics de certaines exigences environnementales

En cas de non-communication des éléments justificatifs prévus à l'article 11-2 et à l'article 11-3 C.C.A.P, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 22 du CCAP.

Article 11-4 Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé.

Ce BEGES est obligatoire pour les entreprises employant 500 personnes en France.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors **le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois**

après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, **les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce** ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Article 12 – Clause d'insertion sociale

En application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, l'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Cette clause vaut pour chaque lot du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessous. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Article 12-1 - Modalités

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

- L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.
- *Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).*

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Article 12-2 – Dispositif d'accompagnement

La procédure spécifique d'accompagnement est coordonnée par l'EPEC avec

Monsieur Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;

- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Article 12-3 - Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures. Une annexe pour le suivi de la clause sera proposée au titulaire lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

en copie

alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 22 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Article 12.4 – Les publics éligibles

Les publics visés sont les suivants :

- jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi et sans expérience professionnelle
- personnes ayant la reconnaissance du statut de travailleur en situation de handicap
- demandeurs d'emploi de longue durée (D.E.L.D)
- bénéficiaires des minima sociaux,
- personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection internationale
- plus globalement, toute personne rencontrant des difficultés particulières d'insertion, sur proposition motivée de France Travail.

Article 12-5 – Volumes horaires par lot

Intitulé du lot	Nombre minimal d'heures d'insertion à réaliser lors des deux premières années d'exécution	Nombre minimal d'heures d'insertion à réaliser pour chaque année de reconduction
75	1000 heures	500 heures
77	320 heures	160 heures
78	500 heures	250 heures
91	560 heures	280 heures

92 hors CAD	400 heures	200 heures
CAD de Nanterre	460 heures	230 heures
93	560 heures	280 heures
94	560 heures	280 heures
95	320 heures	160 heures

Article 13 – Traitement de données à caractère personnel

Pour l'application du présent article, et au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) :

- le responsable de traitement est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre ;
- les sous-traitants sont les titulaires de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer, pour le compte du représentant du pouvoir adjudicateur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

13.1 – Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du représentant du pouvoir adjudicateur et pour toute la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution de ces prestations et en cas de besoin avéré, la plateforme régionale des achats pourra mettre à disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : **noms, prénoms, fonctions, courriels, téléphones professionnels, direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires.**

La transmission de ces données a pour unique but de faciliter la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

13.2 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe le représentant du pouvoir adjudicateur, préalablement et par écrit, de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates de l'accord-cadre.

Article 14 – Bons de commande

Les bons de commande pour la maintenance préventive sont annuels. Ils sont émis au fur et à mesure de la survenue des besoins pour la maintenance corrective non couverte par les clauses de maintenance contractuelles et pour les prestations associées prévues en annexe financière à l'AE.

Ils doivent clairement préciser les sites, bâtiments et/ou équipements, et le type d'unité d'œuvre choisi sur la période considérée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre (pour la maintenance corrective, les prestations associées et la maintenance préventive).

L'émission des bons de commande pour les prestations de maintenance préventive est effectuée comme suit :

- La première année, les bons de commande couvrent la période allant de la date de notification du bon de commande jusqu'au 31 décembre et les prestations sont facturées au prorata du nombre de visites réalisées.
- Les années intermédiaires, les bons de commande couvrent la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre et leur montant correspond aux prix annuels forfaitaires.
- L'année d'échéance de l'accord-cadre, les bons de commande couvrent la période allant du 01/01 à la date d'échéance de l'accord-cadre et les prestations sont facturées au prorata du nombre de visites réalisées.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre

- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le site et les équipements concernés
- la référence de l'UO choisie ou le n° du devis
- les dates de début et de fin d'exécution du bon de commande
- toutes mentions particulières le cas échéant.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues aux CCAG de référence.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Le présent accord-cadre ne mentionne pas le comptable assignataire ; il sera indiqué par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.

Article 15 – Prix

Article 15.1 – Détermination et contenu des prix

Article 15.1.1 – Maintenance préventive

La maintenance préventive s'exécute conformément à la réglementation en vigueur. Le prix de la maintenance comprend tous les éléments réglementaires de base nécessaires à la réalisation des visites et des prestations décrites art. 1.1 du CCTP, y compris :

- Les frais de déplacement du personnel du titulaire
- Les frais de main d'œuvre
- Les consommables nécessaires au contrat de maintenance choisi (produits de lubrification, de nettoyage, etc.) et les petites fournitures (fusibles, visserie, boulonnerie, joints, cosses, etc.)
- Les temps d'attente dus aux spécificités des conditions d'accès
- Les frais de mise à jour du carnet d'entretien et de fourniture des informations complémentaires précisées à l'article 1.1.6 « plan d'entretien » du C.C.T.P.
- La main d'œuvre et le déplacement pour la pose des pièces couvertes par la clause de vétusté au sens du guide AFNOR NF FD P 82-022.

Le prix de l'exploitation de la téléalarme de l'ascenseur par appareil est inclus au forfait de maintenance choisi par le bénéficiaire (art.1.4.1 C.C.T.P). Ce prix correspond à la liaison téléphonique permanente avec la centrale de réception des

appels (incluant notamment l'abonnement, le GSM/filaire/IP, la carte SIM et la location du boîtier de télécommunication).

Il est entendu que le bénéficiaire peut couvrir différemment son parc d'appareils (forfait minimal, forfait à clauses étendues, prestations associées, etc.).

Article 15.1.2 – Maintenance corrective

Pour les prestations, les devis proposés doivent prendre en compte :

- pour la main d'œuvre, le taux horaire proposé à l'annexe financière et le détail du volume (nombre d'heures, nombre d'intervenants) nécessaire à la prestation.
- pour les pièces, le montant net fournisseur à l'annexe financière.

Le devis sera obligatoirement accompagné de la facture fournisseur remise pour l'achat des pièces dépassant 600 € HT. Le prix net de ces prestations doit être facturé aux conditions économiques à la date des prestations.

Article 15.1.3 – Prestations associées

Ces prestations associées sont payantes et peuvent être commandées en supplément des prestations comprises, par l'émission d'un bon de commande.

Ces prestations peuvent être communes à tous les appareils ou spécifiques à un type d'appareil ou à un site du service bénéficiaire. Elles sont listées dans la rubriques « prestations associées » dans l'annexe financière.

Elles sont listées de façon exhaustive à l'article 1.4 C.C.T.P. pour les prestations supplémentaires et à l'article 1.5 C.C.T.P. pour les prestations visant à réduire les délais d'intervention. La prestation de constitution d'un dossier technique de l'appareil est visée à l'article 1.1.1 C.C.T.P. Il en est de même pour la notice des instructions de l'appareil (art. 1.1.2 C.C.T.P.).

Le prix unitaire de l'astreinte pour l'intervention en cas de panne 24H/24 en 2 heures, en 1 heure ou en 30 minutes (pour la désincarcération) comprend notamment **les frais de déplacement des personnels et de main d'œuvre.**

Le prix unitaire de la prise en charge du petit vandalisme comprend notamment les frais de déplacement, de main d'œuvre et les pièces de rechange (description à l'article 1.4.4 CCTP). Ce prix est un supplément de prix à la maintenance préventive. Le petit vandalisme ne génère pas de transaction supplémentaire (bon de commande).

Article 15.1.4 – Rédaction du devis

Les devis de maintenance corrective réalisés par le titulaire du marché s'appuient sur les prix des bordereaux des prix unitaires. Les devis mentionnent notamment le prix d'achat des pièces lorsque la pièce est hors BPU ou n'est pas référencée par le

titulaire, les références fabricants, son délai d'approvisionnement, le délai de remise en service de l'appareil, le coût de la main d'œuvre, ainsi que le coefficient de peine et soin appliqué le cas échéant. Ils sont émis à l'initiative du titulaire ou à la demande du bénéficiaire

Devis BPU	Devis hors BPU
→ Prix de la pièce en référence à la ligne du BPU → Main d'œuvre et frais de déplacement inclus → Délai de remise en service → Délai d'approvisionnement	→ Prix d'achat de la pièce décomposé → Taux horaire de maintenance corrective → Coefficient de peine et soins → Délai de remise en service → Délai d'approvisionnement

En cas de sollicitation d'un devis par le bénéficiaire, le titulaire remet au bénéficiaire un devis sous cinq jours ouvrés.

Durant l'exécution du marché spécifique, et à la demande de l'acheteur et ou du bénéficiaire, le titulaire fournit un fichier normalisé sous format tableur récapitulant l'ensemble des pièces et prestations ayant fait l'objet d'un devis puis commandées.

Le fichier (format convenu préalablement entre le titulaire et le bénéficiaire) comprend au minimum les informations suivantes concernant les opérations de maintenance correctives :

- nom du bénéficiaire,
- date de la commande,
- numéro de commande (ex : numéro d'engagement juridique),
- date de la demande de devis par le bénéficiaire,
- date du devis émis par le titulaire,
- date de sa validation par le bénéficiaire
- désignation précise des pièces (suivant intitulé figurant dans le bordereau des prix unitaires),
- quantité des pièces commandées,
- montant du prix unitaire de chaque pièce commandée HT,
- montant des coûts de main d'œuvre HT,
- montant total de la commande TTC.

A ce titre, l'ensemble des devis émis font l'objet d'une transmission dématérialisée par le titulaire (via un espace client) au bénéficiaire. Les devis font l'objet d'une

vérification préalable soit par le bénéficiaire, soit par l'expert de son choix (entreprise indépendante spécialisée dans le domaine des ascenseurs) qui est contractuellement tenu au secret des affaires dans le cadre de sa mission de contrôle des prix des devis. Une fois validés dans un délai de 5 jours ouvrés, les devis font l'objet d'une commande par le bénéficiaire.

Article 15.2 – Coefficient de peine et soins (CPS)

Le CPS est le taux maximum applicable sur les prix des pièces non comprises dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Il s'applique au prix d'achat net auprès d'un fournisseur tiers. Il ne s'applique pas dans le cas où le titulaire se fournit auprès de sa propre centrale d'achat. L'annexe financière précise, pour chaque marque, un coefficient de vente.

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de demander au titulaire la transmission de la copie des factures de son (ou de ses) fournisseur(s). Cette copie est à fournir obligatoirement pour toute pièce d'un montant supérieur ou égale à 600 € HT.

Le CPS n'est pas concerné par la révision des prix.

Article 16 – Dérogation à l'exclusivité contractuelle du titulaire pour la maintenance corrective

Pour les prestations de maintenance corrective, le titulaire peut perdre son exclusivité contractuelle et être mis en concurrence avec une entreprise tierce dans les cas suivants :

- lorsque le délai de remise d'un devis, tel que prévu à l'article 1.2.7 du CCTP est dépassé ;
- lorsque les modalités d'élaboration des devis telles que prévues au CCTP et à l'article 15.1.4 ci-avant ne sont pas respectées ou que le montant du devis n'est pas en concordance avec les lignes de l'annexe financière ;
- lorsque les prix appliqués hors BPU sont manifestement incohérents avec les prix couramment pratiqués sur ce segment d'achat ;
- en cas de refus de transmission de la copie des factures du ou des fournisseurs du titulaire ;
- en cas de dépassement du CPS arrêté à l'annexe financière ;
- en cas de non-respect de la date d'intervention mentionnée dans un devis de maintenance corrective aux frais et risque du titulaire.

La perte de l'exclusivité concerne seulement l'intervention de maintenance demandée par le service bénéficiaire.

Le titulaire reste responsable et en charge des prestations de maintenance corrective en cours et futures.

L'application des pénalités prévues à l'article 22 ci-après est cumulaire avec la perte d'exclusivité pour les motifs listés ci-dessus.

Article 17 - Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires pour les prestations de maintenance préventive et corrective des lots de 1 à 9.

Ils sont exprimés en euros hors taxe et établis au mois de la date limite de remise des offres prévue au règlement de la consultation. Ce mois est appelé *mois zéro*.

Les prix sont révisés annuellement au premier jour du mois anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire transmet au représentant du pouvoir adjudicateur le BPU révisé avec le calcul de l'indice de révision détaillé au plus tard deux semaines après la date anniversaire de l'accord-cadre. À défaut de transmission de ces éléments dans le délai imparti, les prix ne sont pas révisés jusqu'à la prochaine date anniversaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour valider expressément les prix révisés notifiés par les titulaires. Passé ce délai les prix sont réputés validés.

En cas de désaccord entre les parties, la révision validée par le représentant du pouvoir adjudicateur prévaut. Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Article 17.1 - Formules de révision

Chaque année, la révision s'effectue pour l'ensemble des prix inscrits dans l'annexe financière de l'acte d'engagement de chacun des lots, comme suit :

Soit, en indice N et 0 correspondant respectivement à l'année N et aux prix initiaux.

$$P_N = P_0 \times [0,60 \times (ICHT-IME_N / ICHT-IME_0) + 0,40 \times (BT48_N / BT48_0)]$$

où

P_N = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

P_0 = prix initiaux indiqués dans l'annexe financière à l'AE, réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro".

ICHT-IME₀ =

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, correspondant à la dernière valeur publiée au « mois zéro ».

Identifiant : 001565183

consultable sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

ICHT-IME_N =

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, correspondant à la dernière valeur publiée au 1er janvier de l'année N

Identifiant : 001565183

consultable sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

BT48₀ =

Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010, correspondant à la dernière valeur publiée au « mois zéro »

Identifiant 001710980

consultable sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710980>

BT48_N =

Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010, correspondant à la dernière valeur publiée au 1^{er} janvier de l'année N

Identifiant 001710980

consultable sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710980>

Article 17.2 - Règle d'arrondis

Par dérogation à l'article 10.1.2 des CCAG de référence, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Article 17.3 - Clause de sauvegarde

Si la hausse du prix excède 3 % après application de la formule de révision, le marché peut être résilié par le(s) bénéficiaire(s) sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article 18 – Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission

du bon de commande. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivant du code de la commande publique.

Pour les avances, les dispositions de cet article s'appliquent aussi aux sous-traitants.

Les titulaires adressent leurs demandes de paiement, après service fait et conformément au présent article. Chaque service ordonnateur est responsable du paiement des bons de commande qu'il notifie aux titulaires. Le paiement de ces dépenses après service fait est effectué conformément au décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Article 19 – Modalités de règlement

Article 19.1 – Demande de paiement : Transmission des factures

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Si un titulaire ou un sous-traitant est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, ses facturations sont établies hors TVA. Il

demande à l'administration fiscale française la communication d'un numéro d'identification.

Les frais de facturation sont inclus dans les prix de l'accord-cadre régional.

Le montant de l'avance versée, les pénalités et les réfections sont déduites le cas échéant du montant de la facture, qui fait apparaître la valeur totale des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées.

La demande de paiement relative à une fourniture doit impérativement préciser la date de livraison des produits.

Suivant la nature des prestations réalisées ou des fournitures livrées, les dispositions suivantes doivent également être respectées :

- la demande de paiement concernant l'installation d'un système de téléalarme ou de télésurveillance est établie en une seule fois,
- la demande de paiement concernant la maintenance des appareils et prestations associées est trimestrielle à terme échu et fait obligatoirement apparaître :
 - la période au titre de laquelle le paiement est demandé la valeur totale de la prestation pour la période trimestrielle à laquelle se rapporte la facture,
 - la demande de paiement concernant les prestations de remplacement ou de réparation de pièces détachées, hors forfait de maintenance, doit faire apparaître le nombre d'heures réalisées et le coût de la fourniture,
- la demande de paiement concernant la fourniture de pièce(s) non prévue(s) au tableau de prix doit faire apparaître :
 - l'intitulé de la (des) pièce(s) fournie(s);
 - son (leur) prix hors taxe;
 - tout élément nécessaire à la justification du paiement.

Seule la facturation électronique est admise, conformément aux articles [L. 2192-1 à L. 2192-7](#) du code de la commande publique et à [l'article 289 bis](#) CGI, pour les titulaires ainsi que leurs sous-traitants.

Article 19.2 – Paiement par carte d'achat

Conformément au décret n°2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat, la carte d'achat peut servir au règlement de prestation résultant de la mise en œuvre du présent accord-cadre.

Elle permet d'organiser le transfert de fonds correspondant aux commandes réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, sur le compte bancaire du titulaire – ou sous-traitant – dans un délai n'excédant pas dix jours (10j). Ce transfert de fonds est réalisé par le nom de l'établissement bancaire émetteur de la carte avec lequel le service est en relation contractuelle. Elle nécessite un contrôle de gestion spécifique de ce dernier.

La carte d'achat est une carte nominative d'approvisionnement et de paiement détenue par un agent d'un service. Elle ne peut pas être utilisée qu'après référencement des opérateurs économiques, c'est-à-dire :

- individuellement choisis par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- entrant dans le dispositif d'achat par carte d'achat du service ;
- acceptant la carte d'achat. Le titulaire doit être doté d'un système technique d'acceptation avec l'émetteur des cartes ou de ses correspondants bancaires. Le pouvoir adjudicateur et les services sont des tiers au contrat.

Un service adhérent peut refuser ou suspendre à tout moment l'exécution du présent accord-cadre par carte de paiement.

Article 19.3 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Article 19.4- Délai de paiement

En application des articles [L 2192-10](#) et [R 2192-10](#) du code de la commande publique, les services ordonnateurs disposent d'un délai de paiement de trente jours (30 jours) à compter de la date à laquelle ils réceptionnent la demande de paiement des titulaires ou de leurs sous-traitants.

Les titulaires présentent leurs demandes de paiement au comptable assignataire des services ordonnateurs débiteurs, après service fait.

Article 19.5 - Intérêt moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit, au versement d'une **indemnité forfaitaire de 40 €** pour frais de recouvrement. Lorsque ces frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, **en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.**

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article [R 2192-36](#) du code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45 j) suivant la mise en paiement du principal.

Toutefois, si la personne publique est empêchée, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire audit paiement, ledit délai est suspendu pour une période égale au retard qui en a résulté.

La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et par l'envoi, par la personne signataire du marché, au titulaire, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre indiquera qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute le jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de la réception, par la personne signataire du marché, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Les règlements seront effectués par virement, au compte bancaire indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Article 20 – Obligations du service bénéficiaire et du titulaire

Article 20.1 - Obligations du service bénéficiaire

Le service bénéficiaire s'engage à :

- faciliter l'accès de ses locaux aux techniciens du titulaire munis de leur carte professionnelle;
- fournir l'alimentation électrique et téléphonique de l'installation;
- laisser libres les accès prévus pour la maintenance du matériel;
- faire vérifier périodiquement le bon fonctionnement de ses installations conformément à la législation,
- faciliter l'accès aux documents techniques des appareils (notamment carnet d'entretien, notices d'instructions...).

Il avise le titulaire par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure exacte :

- de toute mise hors service permanente, démontage, vente ou remplacement des installations objet du présent accord-cadre ;

- des modifications importantes extérieures à ces installations intervenues depuis la dernière visite de vérification (modification dans la disposition, l'utilisation, la composition des locaux, etc.), ainsi que de tout incident survenant en cours d'utilisation.

Il doit également s'interdire de modifier l'un des éléments ou d'intervenir sur les installations en dehors des conditions normales de fonctionnement sans informer le titulaire.

Article 20.2- Obligation du titulaire : pas plus de 3 pannes annuelles par appareil

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Il s'engage notamment à **ne pas dépasser un maximum de trois (3) pannes annuelles par appareil** (hors actes de vandalisme). A défaut, une pénalité est prévue à l'article 22 du présent CCAP.

Article 20.3 - Conditions de travail

Article 20.3.1- Mesures de sécurité

Les titulaires s'engagent à prendre connaissance et à se conformer à l'ensemble des mesures de sécurité du service bénéficiaire en application des articles [R. 4512-6 à 4512-12](#) du code du travail et de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant en application de l'article R. 4512-7 du code du travail la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention (« Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants »).

Le cas échéant, les titulaires s'engagent à transmettre par écrit ledit plan de prévention dans un délai maximum de deux semaines suivant la date de l'état des lieux initial.

Lors de l'état des lieux initiaux, le titulaire et le service bénéficiaire effectuent une inspection commune des lieux de travail afin de délimiter les secteurs d'intervention, les zones à risques, les voies de circulation du personnel et globalement les risques.

Article 20.3.2- Formation spécifique en maintenance ascenseur

Le titulaire garantit que tous les membres de son personnel intervenant au titre de l'accord-cadre ont reçu la formation spécifique prévue par les articles R. 4543-22 et suivants du code du travail.

Le titulaire doit pouvoir justifier de cette formation auprès du service bénéficiaire, en lui communiquant les attestations justificatives. Le service bénéficiaire peut, à tout

moment, demander le remplacement du représentant du titulaire et de tout ou partie du personnel de ce dernier en cas de non-respect de cette disposition.

Article 20.4 - Clés et badges

Les clés et badges d'accès sont transmis en quantité suffisante. Les conditions d'accès aux locaux sont définies par le service, bénéficiaire lors de l'état des lieux défini à l'article 1.1.3 «état des lieux » du CCTP.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt le service bénéficiaire des exemplaires manquants. Les serrures sont remplacées aux frais du titulaire. Il est expressément interdit au titulaire de reproduire ou faire reproduire les clés manquantes, sans l'autorisation du service bénéficiaire.

En fin de prestations, le titulaire remet au service bénéficiaire les clés et les badges d'accès confiés.

Article 20.5 - Tenue vestimentaire du personnel et accessoires

Pour les lots géographiques, le personnel de l'entreprise titulaire doit porter une tenue de travail adaptée. Il est porteur d'un badge ou d'une carte professionnelle déclinant son identité, sa qualité professionnelle et la raison sociale de l'entreprise. Une pièce d'identité officielle est imposée pour intervenir sur tout appareil situé dans un site présentant un caractère sensible.

Article 20.6 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit se conformer aux dispositions décrites dans le présent CCAP. Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés.

Article 20.7- Confidentialité

Le titulaire, ses salariés ainsi que ses éventuels sous-traitants s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le service bénéficiaire à résilier sa commande aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le service bénéficiaire au titulaire.

Article 20.8 - Dispositions particulières relatives aux sites sensibles (en zone protégée)

Lorsque les prestations s'exercent au profit d'utilisateurs détenant sur leur(s) site(s) des informations ou supports protégés et/ou dont tout ou partie de leur site est classé en zone protégée en raison de l'activité qui s'y exerce, le titulaire s'engage, en outre, à respecter, les dispositions suivantes :

➤ **Autorisation d'accès à une zone protégée**

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'accès par le personnel du titulaire aux zones protégées en raison de l'activité qui s'y exerce est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation préalable peut-être délivrée à l'issue d'une enquête administrative pouvant donner lieu à la consultation de traitements automatisés de données personnelles.

Le service bénéficiaire informe le titulaire du classement de tout ou partie de son site en zone protégée.

Le service bénéficiaire informe le titulaire des modalités d'établissement des autorisations d'accès en zone protégée avant l'émission du bon de commande. En cas de non-respect des stipulations figurant ci-dessus, le titulaire peut prétendre à une prolongation de délai pour le démarrage des prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer au service bénéficiaire la liste des personnes susceptibles d'intervenir en zone(s) protégée(s), dans un délai minimum de 15 jours avant la date d'intervention figurant dans le bon de commande.

Conformément à l'article L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration, le refus de l'autorisation doit être motivé par le service bénéficiaire, excepté lorsque la communication des motifs pourrait être de nature à porter atteinte à l'un des secrets ou intérêts protégés par les dispositions de l'article L. 311-5 du même code.

En cas de refus de l'autorisation préalable, le titulaire s'engage à proposer au service bénéficiaire d'autres personnes jusqu'à acceptation de celles-ci. Ces dispositions particulières n'entraînent aucune modification du prix des prestations.

L'absence d'autorisation d'accès de l'ensemble des personnes devant intervenir sur ces zones le jour de l'intervention peut entraîner l'annulation du bon de commande pour faute du titulaire. Les frais en découlant sont à la charge de celui-ci.

Le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail des personnes intervenant sur des sites détenant des informations ou des supports classifiés, au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, comportent une clause de protection du secret conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle.

Tout manquement à ces obligations peut conduire à la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du [CCAG/ FCS](#).

➤ **Le contrôle élémentaire**

Lorsque le personnel intervient en zone réservée et/ou dans des lieux classifiés, il doit également faire l'objet d'un contrôle élémentaire conformément aux dispositions de [l'Arrêté du 9 août 2021](#) portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

➤ **Concernant la confidentialité**

Lorsque le personnel du titulaire intervient sur des sites détenant des informations ou supports protégés, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection absolue des informations ou des supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des [articles 413-9 à 413-12](#) du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :
 - avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

En outre, le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre au service bénéficiaire la ou les déclarations individuelles susmentionnées avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation ne pourra être acceptée par le service bénéficiaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant entraîner l'annulation du bon de commande pour faute du titulaire. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Tout manquement à cette obligation peut également conduire à la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

Article 20.9- Impartialité du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les titulaires de tous les lots s'engagent à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur impartialité et à leur indépendance, ni avec le service bénéficiaire, ni avec une entreprise susceptible

d'effectuer des travaux ou des contrôles réglementaires sur un des éléments faisant l'objet d'une vérification, d'un diagnostic ou d'un contrôle.

Article 20.10 - Obligations d'information et de conseil et pilotage du contrat

Le titulaire établit annuellement, dans les conditions prévues à l'article 1.3.2 du CCTP, un bilan d'activité des appareils dont il assure la maintenance. Il communique, sur demande du service bénéficiaire, l'historique et le détail des visites et interventions effectuées.

Il informe le service bénéficiaire de toute difficulté éventuellement rencontrée pour la réalisation des prestations. Notamment, il signale par écrit les défaillances, anomalies, vices cachés, incidents et dysfonctionnements, prévisibles ou non, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes ou des biens. Il indique les conséquences qui pourraient en résulter et à défaut donne tout conseil utile à l'utilisation des installations et les améliorations à y apporter.

Le titulaire s'engage à informer le service bénéficiaire par écrit :

- de l'évolution de la réglementation en rapport avec les prestations objet de l'accord-cadre ;
- de toute mise en conformité ou modification nécessaire ;
- de la réalisation et des conditions d'exécution de la prestation en complétant le carnet d'entretien;
- avant d'exécuter une prestation, de toute détérioration survenue aux installations, sous peine d'être tenu responsable.

Pilotage du contrat

Le ou les titulaires doivent élaborer une fois par an une synthèse à partir des bilans d'activité. Cette synthèse comprend :

- la liste des prestations de maintenance préventive et corrective commandées par service (y compris celles qui ont été réalisées par application du taux horaire) ;
- les faits marquants, difficultés rencontrées pour la réalisation des prestations ;
- la liste des incohérences, des non-conformités aux cahiers des charges et aux annexes financières par le titulaire du contrat de maintenance (non-respect des délais d'intervention ou d'indisponibilité des équipements, des prix des contrats, incohérence des montants forfaitaires proposés par rapport aux prix de base de l'accord-cadre, de l'application des coefficients de frais de peines et soins, surestimation du nombre d'heures nécessaires, etc.) ;
- toute information devant être portée à la connaissance de la Plateforme régionale des Achats.

Cette synthèse est transmise à la Plateforme régionale des Achats, pref-plateforme-achats@paris.gouv.fr , au plus tard 3 semaines après la date d'anniversaire de l'accord-cadre, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 22 du présent CCAP.

La synthèse sera présentée et commentée par le titulaire à l'occasion d'une revue de contrat annuelle organisée par la Plateforme régionale des Achats.

Article 20.11 – Assurances de responsabilité civile

Conformément à l'article 9 des CCAG de référence, le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des services bénéficiaires et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, dans les quinze jours (15 j) à compter de la notification de l'accord-cadre au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans les quinze jours à compter de la réception de la demande du service bénéficiaire.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à la maintenance des installations d'ascenseurs, le titulaire doit mentionner sur les factures de maintenance les références de la police d'assurance souscrite et ses dates de prise d'effet et d'expiration.

Article 20.12 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article [L. 151-5](#) du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du présent accord-cadre puissent être divulgués par le représentant du pouvoir adjudicateur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

Article 21 - Opération de vérification, admission des prestations et garantie

Le responsable de chaque site assurera le contrôle de la bonne exécution des prestations commandées. Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire externe. Le titulaire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires au contrôle et à l'exécution dans les délais des prestations.

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre ainsi que le nombre et la qualité des interventions exécutées par rapport au nombre prévu d'interventions de maintenance préventive.

Qu'il s'agisse des prestations de maintenance préventive, corrective ou dépannage, le service bénéficiaire procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives notamment au vu :

- du contrôle effectué à l'issue de la réalisation de la prestation ;
- du compte-rendu d'intervention inscrit par le titulaire dans le carnet d'entretien de l'appareil ;
- des heures d'arrivée et de départ renseignées par les techniciens dans le carnet d'entretien, pour le contrôle des heures de main d'œuvre prévues sur interventions de maintenance corrective sur devis.

L'administration se réserve la possibilité de confier à une ou à plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations. Dans ce cadre, le titulaire mettra à la disposition des auditeurs extérieurs, toutes les informations (y compris les autocontrôles du titulaire) et les moyens en personnel et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

- **L'installation de téléalarme ou de télésurveillance**

Le titulaire informe le bénéficiaire, par tout moyen permettant d'avoir une date certaine, de la date de mise en service du système de téléalarme ou de télésurveillance.

Par dérogation aux dispositions de [l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S.](#) « admission, ajournement, réfaction et rejet », le bénéficiaire procède à la vérification des prestations et prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cet avis.

- **Prestations de maintenance des appareils, prestations associées et fourniture de pièces détachées**

Par dérogation aux dispositions de [l'article 28 du C.C.A.G./F.C.S.](#) « déroulement des opérations de vérification », les opérations de vérification et d'admission commencent à courir :

- à compter du 1^{er} jour du mois suivant (M+1) pour les prestations de remplacement ou réparation des pièces, réalisées le mois M ;
- à compter du 1^{er} jour du mois suivant (M+1) le trimestre civil écoulé pendant lequel les prestations de maintenance ont été réalisées.

Par dérogation aux dispositions de [l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S.](#) « admission, ajournement, réfaction et rejet », la décision d'admission des prestations de maintenance en cause est réputée acquise, à défaut de décision expresse d'admission, d'ajournement de réfaction ou de rejet, prononcée avant le 16 du mois suivant le trimestre concerné.

Pour les prestations de formation, et en application de [l'article 30](#) du C.C.A.G./FCS, **le délai pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision expresse de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est de quinze (15) jours**

calendaires à compter de la date de réalisation effective de la prestation de formation.

À l'issue des contrôles prévus ci-avant, le service bénéficiaire prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. Cette vérification peut faire l'objet d'un écrit signé par les parties et précisant le cas échéant les réserves constatées (cf. modèle de formulaire EXE3, téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-execution-des-marches-2019>).

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, l'admission sera effective dans un délai quinze (15) jours à compter de la date de visite ou d'intervention mentionnée dans le carnet d'entretien, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

L'admission des prestations ouvre droit au paiement des prestations réalisées au titre des opérations de maintenance et de contrôle ou au titre des bons de commande ponctuels (en cas de maintenance corrective hors forfait ou de prestations associées).

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de reprogrammer sous cinq (5) jours ouvrés une intervention afin de réaliser des prestations conformes.

Si toutefois, les prestations n'étaient toujours pas conformes, l'administration se réserve le droit de les faire assurer par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire, comme prévu à l'article 23 du présent CCAP.

Article 22 – Délais contractuels et pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. **Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation de résultat, du fait du paiement desdites pénalités.** Il reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités ne présume pas de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur la facture du trimestre à venir et exonérées de TVA.

A l'exception de la pénalité relative à l'insertion sociale, elles sont cumulables et limitées à 30% du montant total HT du bon de commande.

Dans tous les cas, les manquements du titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du service bénéficiaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le service bénéficiaire se réserve le droit, après constatation contradictoire en présence du titulaire par courrier électronique avec accusé réception, d'établir des pénalités dont le montant total excède 10% du montant total hors taxe de la facture par manquement constaté.

Pénalités prévues pour les lots de 1 à 9

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais maximaux fixés dans le présent CCAP et aux articles 1.2.4 et 1.2.5 du C.C.T.P.

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
Clauses environnementales		
Non-transmission des documents relatifs à la clause environnementale	Les documents ne sont pas transmis passé le délai de quinze (15) après mise en demeure de la PFRA.	50 € par jour calendaire de non-transmission, à l'issue du délai de quinze jours après la mise en demeure.
Non-transmission de documents relatifs à la gestion des déchets et le cas échéant à la responsabilité élargie des producteurs (REP)	Les documents ne sont pas transmis malgré une mise en demeure de la PFRA.	50 € par jour calendaire de non-transmission, à l'issue du délai de mise en demeure de quinze jours.
Clause sociale		
Non-respect des obligations relatives à l'insertion professionnelle des publics en difficulté imputable au titulaire	Le Titulaire n'a pas assuré le nombre minimal d'heure d'insertion sur un an pour le lot concerné.	50 euros par heure d'insertion non réalisée.
Prestations associées		
Non-transmission des documents relatifs à la maintenance prédictive (prestation associée d'innovation)	Le Titulaire n'a pas transmis les documents à la PFRA.	50 € par jour calendaire de non-transmission, à l'issue du délai de mise en demeure de quinze jours.

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
		jours.
Non-respect des délais de la prestation « personnel de permanence sur site »	Identique au fait générateur de la ligne « Retard lors de l'intervention en cas de panne »	150 € par retard ou absence constatée.
Retard du personnel de permanence sur site durant ses heures de présence dans le cadre de la prestation 1.4.8 C.C.T.P	Toute absence ou retard de plus d'une heure du personnel de permanence sur site.	50 € par constat, par heure de retard ou d'absence, après mise en demeure restée infructueuse.
Retard dans le planning de formation de personnels au dégagement de personnes bloquées	Lorsque le titulaire assure la formation de personnels au dégagement de personnes bloquées, ne s'est pas conformé au planning de formation et prend du retard.	20 € par jour calendaire de retard par rapport à la date de formation planifiée et la date effective de réalisation de cette formation.
Défaut de mise en place de mesures compensatoires en cas d'arrêt d'un appareil (mesures de portage)	Constat du manquement par le service bénéficiaire	100 € par jour calendaire jusqu'à la remise en fonction de l'appareil ou effectivité de la mesure compensatoire.
Management de la qualité		
Défaut de remise de la liste actualisée des personnels d'intervention lors de chaque changement de personnel	Le responsable du site ne parvient pas à joindre un interlocuteur chez le Titulaire dans les 24H.	50€ par manquement constaté et par jour de retard
Indisponibilité de l'outil en ligne (plateforme, SaaS ou espace client de type gestion intégrée des tickets)	<p>Une pénalité pour indisponibilité de l'outil en ligne peut être appliquée au titulaire.</p> <p>Le montant de cette pénalité vient en déduction du montant de la facture suivant le jour</p>	La pénalité encourue est de 50 € par constat , après mise en demeure restée sans effet ou sans remédiation complète de 10 jours, puis 20 € par jour calendaire d'indisponibilité ou de

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
	de remise en service de l'espace-client en ligne.	carence.
Mauvais remplissage du bon d'intervention	Ce constat fait l'objet d'une notification par simple courriel au titulaire.	50 € par constat. A défaut de disposer d'un bon d'intervention conforme dans les 2 jours ouvrés qui suivent cette notification, le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.
Vie de l'appareil		
Défaillance ou mauvaise identification de la télésurveillance ou Téléalarme	Constat réalisé par relevé d'informations ou par essai sur site	150 € par manquement constaté et par jour calendaire jusqu'à la remise en service de la télésurveillance
Retard dans l'installation de la téléalarme dans une cabine	La téléalarme n'est pas installée plus de 30 jours après l'émission du bon de commande.	50 € par jour au-delà de ce délai
Non-respect de l'obligation de résultat au moment du rapport annuel (art. 20-2 C.C.A.P)	Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il s'engage notamment à ne pas dépasser un maximum de 3 pannes annuelles par appareil (hors : actes de vandalisme, force majeure, mauvaise utilisation et pièces de rechange affectées par la clause de vétusté (cf Article 1.1.4 C.C.T.P)).	Le titulaire s'expose à une pénalité <u>forfaitaire</u> de 100 € pour chaque appareil dépassant les 3 pannes annuelles.
Non-levée de réserve suite au procès-verbal de contrôle réglementaire par organisme agréé	Le titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat dans un délai de	100 € par réserve non levée. Pour les réserves qui donneraient lieu à un devis, si ce dernier est adressé au

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
	90 jours calendaires suivant l'émission du rapport de contrôle réglementaire. Les réserves ayant fait l'objet d'un devis par le titulaire sans commande de la part du bénéficiaire ne peuvent pas faire l'objet de pénalités.	bénéficiaire : <u>Plus de 60 jours</u> après l'émission du rapport, le titulaire prendra à sa charge 20% du prix des pièces <u>Plus de 90 jours</u> après l'émission du rapport, le titulaire prendra à sa charge 100% du prix des pièces.
Absence lors de la visite technique de l'organisme agréé de contrôle réglementaire (accompagnement de l'ascensoriste)	Toute absence du titulaire, lors de la visite de contrôle réglementaire	50 € par constat, nonobstant <u>la prise en charge du deuxième contrôle aux frais et risques du titulaire</u> du marché.
Livrable fin de marché – Absence de remise de l'état des lieux contradictoire de sortie	Les documents pour l'état des lieux contradictoire doivent être remis avant la date d'expiration du marché.	20 € par jour calendaire pour retard au-delà de ce délai.
Désincarcération de personnes		
Retard lors de l'intervention de dégagement de personne bloquée en cabine	Les délais d'intervention de dégagement de personnes sont de : - intervention <u>sous 1 heure</u> suivant l'appel. Ces interventions se font tous les jours de l'année, 24H/24 - intervention <u>sous 30 minutes</u> suivant l'appel avec la prestation supplémentaire « astreinte dégagement de personnes ». Ces interventions se font tous les jours de l'année, 24H/24 - Les interventions en cas de dégagement de personnes durant les heures de présence du	200 € par retard constaté. Si le retard est de 2 heures ou plus suivant l'appel ou d'1 heure ou plus avec la prestation supplémentaire, la pénalité est portée à 400 €. Si le retard est de 40 minutes ou plus suivant l'appel en cas de dégagement de personnes durant les heures de présence du personnel du titulaire sur site, la pénalité est portée à 400 euros.

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
	<p>personnel du titulaire sur site se font <u>sous 20 minutes</u> suivant l'appel pour les sites avec personnel de permanence.</p> <p>- Les interventions en cas de dégagement de personnes en dehors des heures de présence du personnel du titulaire de permanence sur site se font <u>sous 1 heure</u> suivant l'appel. Ces interventions se font tous les jours de l'année, 24H/24</p>	
Intervention en cas de panne, avec ou sans remise en service		
Retard lors de l'intervention en cas de panne	<p>Le délai d'intervention est > 4 heures (cf. tableau récapitulatif des délais, annexe 2).</p> <p>Le délai commence à courir dès immobilisation de l'appareil s'il est équipé de la télésurveillance ou télé-alarme. Pour les autres appareils, le délai commence à courir dès réception de l'appel.</p>	50 € par constat et par jour calendaire suivant le constat, jusqu'à l'intervention.
Remise en service des appareils en cas de prise en charge de petit vandalisme, de remplacement de pièces détachées incluses dans le contrat de maintenance, de prestations incluses dans la maintenance étendue ou la maintenance complète.	<p>Lorsque le titulaire assure la remise en service d'une installation pour les réparations définies à l'article 1.2 du C.C.T.P.</p> <p>Le titulaire remet l'installation en service dans un délai maximum de 10 heures.</p>	20 € par jour calendaire au-delà de ce délai.
Contrat de maintenance du bénéficiaire		
Retard dans la remise	L'absence de remise de	50 € par jour

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
des livrables (démarrage du marché) <ul style="list-style-type: none"> - état des lieux - plan d'entretien - étude de sécurité - calendrier d'exécution des prestations - plan de prévention J = date émission du bon de commande	document dans les délais fixés à l'article 1.2 CCTP, soit 30 jrs après émission du bon de commande. Le remplissage non conforme, manquant ou erroné de ces livrables expose le titulaire au refus du livrable (le document est inopposable) et à l'application des pénalités associées.	calendaire de retard et par livrable
Actions de maintenance préventives minimales ou non réalisées conformément au planning	Toute visite périodique non effectuée et relevée par l'absence	25 € par jour calendaire de retard
Retard au démarrage des prestations de maintenance (J+20 après l'émission du bon de commande de maintenance préventive)	Les prestations de maintenance débutent 20 jours calendaires après l'émission du bon de commande.	50 € par jour calendaire pour retard au-delà de ce délai
Rendu-compte par le titulaire (reporting)		
Non-réalisation des réunions de suivi et de pilotage dans les délais prévus	Absence aux réunions de suivi et de pilotage programmées. Les réunions de suivi peuvent se dérouler tous les 3 mois suivant le bon de commande de maintenance préventive. La réunion de pilotage doit se dérouler tous les 12 mois suivant le démarrage des prestations.	100 € par constat
Non-remise du rapport d'activité mensuel ou trimestriel dans les délais prévus	Absence de rapport d'activité mensuel ou trimestriel (tous les 3 mois suivant le démarrage des	100 € par constat (rapport mensuel ou trimestriel) quand le délai excède

Manquement	Fait générateur	Pénalité encourue
	prestations)	l'échéance suivante (le mois ou le trimestre)
Non-remise du rapport d'activité annuel à la PFRA dans les délais prévus	L'absence de rapport d'activité annuel 1 mois avant la date de réunion convenue entre l'acheteur et le titulaire	100 € par jour calendaire de retard

Article 23 - Exécution aux frais et risques

Selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, les services bénéficiaires peuvent faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations des lots aux frais et risques du titulaire concerné :

- soit lorsque celui-ci n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'accord-cadre, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation du lot concerné qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas de résiliation des lots concernés de l'accord-cadre pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations du lot résilié et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 24 – Cotraitance et sous-traitance

Article 24.1 - Cotraitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 24.2 Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du bénéficiaire l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, s'ils ne sont pas intervenus au moment de l'offre, doivent être demandés après la conclusion du marché, par remise d'une déclaration spéciale (formulaire DC 4).

En cas de sous-traitance de l'AC, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Article 25 – Obligations sociales et fiscales

L'accord-cadre une fois notifié, le titulaire fournit, en langue française conformément aux articles L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8221-1 et suivants, et D. 8222-7 du code du travail :

- un document mentionnant le numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ;
- une attestation de vigilance délivrée par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), prouvant qu'il respecte les règles en matière de lutte contre le travail dissimulé, conformément aux articles L. 8222-1 et suivants du code du travail. Ce document permet l'identification de l'entreprise (dénomination sociale, adresse du siège social et liste des établissements avec leur numéro de Siret). Il précise que l'entreprise est à jour de ses obligations sociales pour les six derniers mois, le nombre de salariés employés, le montant total des dernières rémunérations déclarées à l'Urssaf et les cotisations acquittées au cours des six derniers mois.
- la liste nominative des salariés étrangers assujettis à la possession d'une autorisation de travail, occupés pour la mise en œuvre des prestations de service prévues au présent marché, conformément aux articles L. 5221-5 et suivants du code du travail ;
- un certificat qui justifie de la régularité de la situation fiscale ;
- une attestation de conformité à l'obligation d'emplois de travailleurs handicapés délivré par l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des

personnes handicapées (Agefiph), conformément aux art. L. 5212-1 et suivants du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, mise gratuitement à disposition, via :

<https://www.e-attestations.com>

Le représentant du pouvoir adjudicateur informé par un agent de contrôle mentionné à l'art. [L. 8271-1-2](#) du code du travail, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités précitées, l'enjoint de cesser sans délai cette situation. Le titulaire mis en demeure apporte la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire. Le représentant du pouvoir adjudicateur informe l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à l'injonction.

Article 26 - Cession ou nantissement

Le titulaire peut céder ou nantir ses créances sur les services, conformément aux articles L 2191-8 et R 2191-45 à R 9191-63 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R 2191-45 du code de la commande publique, il n'est pas possible de céder ou de nantir des créances sur des prestations sous-traitées.

Article 27 - Résiliation

Article 27.1 - Dispositions générales

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 des CCAG de référence, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39, soit dans les circonstances particulières mentionnées à l'article 37.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 des CCAG de référence.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées à l'article 37, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

Article 27.2 - Résiliation sans faute

Le présent article déroge aux articles 40 et 42 «Résiliation pour motif d'intérêt général» des CCAG de référence pour les marchés publics de prestations intellectuelles et de fournitures courantes et de service.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment, et sans faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation notifiée au titulaire dans les conditions indiquées à l'article 27.1 du CCAP.

Cette résiliation pourra intervenir dans les cas suivants :

- le(s) service(s) bénéficiaire(s) risquerai(en)t de se trouver engagé(s), par le jeu d'une clause de révision, au-delà de ses capacités financières ou dans le cas d'un dépassement du 5 % indiqué dans la clause de sauvegarde ;
- le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- tout autre motif d'intérêt général, tels des travaux importants tels que définis à l'article [R 111-2 du Code de la construction et de l'habitation](#) sont réalisés.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision, sous réserve d'un préavis d'un mois.

Par dérogation aux articles 40 et 42 des CCAG de référence le(s) titulaire(s) ne peut pas prétendre au versement d'une indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui de la résiliation sans faute pour les prestations à bons de commande, dans les conditions fixées.

Article 27-3 - Résiliation pour faute du titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ou les prestations servies sont de qualité ne permettant pas la certification du service fait ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire a manqué de manière répétée à ses engagements contractuels ;
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution d'un lot de l'accord-cadre à des actes frauduleux;

- le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- postérieurement à la signature du présent accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- postérieurement à la signature du présent accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du présent accord-cadre s'avèrent inexacts.

Avant toute résiliation, une mise en demeure assortie d'un délai de huit (8) jours calendaires pour réaliser les prestations et/ou présenter ses observations est adressée au titulaire par email avec accusé de réception (ou en courrier recommandé le cas échéant).

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant du pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'une quelconque indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui d'une résiliation pour faute. Il ne se verra notamment pas indemnisé de son manque à gagner afférent à la résiliation, ni de tous les frais engagés par lui antérieurement à la résiliation en vue de la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

La résiliation d'un lot du présent accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Dans le cas d'une résiliation aux torts du titulaire, ce dernier ne pourra prétendre à indemnité.

Le service bénéficiaire peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG des fournitures courantes et de service «Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire» (article 23 du CCAP). Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'une autre procédure, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au bénéficiaire.

ARTICLE 28 – Tableau récapitulatif des dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles suivants des CCAG de référence :

Clauses	Articles du CCAP qui dérogent aux CCAG de référence	Articles concernés des CCAG de référence
---------	---	--

Maintenance des ascenseurs – cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Clauses	Articles du CCAP qui dérogent aux CCAG de référence	Articles concernés des CCAG de référence
Révision des prix	17.2	10.1.2 du CCAG-FCS
Vérification et admission	21	l'article 28 du C.C.A.G./F.C.S. « déroulement des opérations de vérification » ; l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S « admission, ajournement, refaction et rejet »
Pénalités de retard	22	l'article 14.1.2 du CCAG-FCS
Résiliation	27.2	40 à 42 CCAG FCS